

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2023/203013]

Sélection comparative de comptables (m/f/x) (niveau B) néerlandophones pour le SPP Politique scientifique. — Numéro de sélection : ANG23199. — Erratum

Cette sélection est déjà parue dans le *Moniteur belge* du 26/5/2023. La date limite d'inscription de la fonction est prolongée jusqu'au 9/6/2023

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2023/203013]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige boekhouders (m/v/x) (niveau B) voor de POD Wetenschapsbeleid. — Selectienummer: ANG23199. — Erratum

Deze selectie is reeds verschenen in het *Belgisch Staatsblad* op 26/5/2023. De uiterste inschrijvingsdatum van de functie werd verlengd tot 09/6/2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2023/202966]

Résultat de la sélection comparative de Conseillers en prévention (m/f/x) (niveau A) francophones pour la CAAMI. — Numéro de sélection : AFG22382

Ladite sélection a été clôturée le 10/03/2023.

Le nombre de lauréats s'élève à 2.

La liste est valable 1 an.

Il n'y a pas de liste spécifique pour les personnes présentant un handicap qui a été établie.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2023/202966]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Franstalige Preventieadviseurs (m/v/x) (niveau A) voor HZIV. — Selectienummer: AFG22382

Deze selectie werd afgesloten op 10/03/2023.

Er zijn 2 laureaten.

De lijst is 1 jaar geldig.

Er werd geen bijzondere lijst opgesteld van de personen met een handicap.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2023/202958]

Résultats de la sélection comparative francophone d'accession au niveau B (épreuve particulière) pour l'Ordre judiciaire: Secrétaires pour le Parquet du Brabant Wallon (m/f/x). — Numéro de sélection : BFG23029

Le nombre de lauréats s'élève à 1.

Ladite sélection a été clôturée le 31/05/2023.

La liste de lauréats est valable sans limite dans le temps.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2023/202958]

Resultaten van de vergelijkende Franstalige selectie voor bevordering naar niveau B (specifiek gedeelte) voor de rechterlijke Orde: Secretarissen voor het Parket Waals Brabant (m/v/x). — Selectienummer : BFG23029

Er is 1 laureaat.

Deze selectie werd afgesloten op 31/05/2023.

De lijst van laureaten is onbeperkt in tijd geldig.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2023/42621]

Circulaire relative aux nuisances dans les zones et domaines récréatifs

Groupe cible : gouverneurs de province, autorités locales et gestionnaires de domaines récréatifs

I. Introduction

La présente circulaire remplace la circulaire du 23 juin 2021 relative aux nuisances dans les zones et domaines récréatifs.

Cette circulaire vise à soutenir une politique de sécurité intégrale et intégrée afin de prévenir et de lutter contre les nuisances dans les domaines récréatifs et autres zones récréatives pertinentes, comme les plages par exemple. Cette circulaire explique le rôle de chaque autorité compétente et des gestionnaires de zones et de domaines récréatifs ; elle encourage la collaboration entre les autorités concernées (entre elles) et les exploitants, et insiste sur les différentes mesures de prévention et de répression pouvant être prises afin de contenir le phénomène des nuisances.

Cette circulaire comporte une extension de la circulaire du 23 juin 2021 et précise en outre, également à la suite des évaluations réalisées, certaines mesures utiles, telles que le déploiement de gardiens de la paix et d'agents de gardiennage.

II. Contexte

Pour préparer la circulaire, des enquêtes et des évaluations ont été menées auprès des autorités locales, des exploitants de domaines récréatifs, de la police et des administrations provinciales afin de bien cerner la situation actuelle sur le terrain ainsi que les mesures adoptées. De même, plusieurs groupes de travail se sont penchés sur la problématique.

Les enquêtes, évaluations et groupes de travail ont révélé que la circulaire et les recommandations, suggestions et options qu'elle comporte constituent d'excellents outils pour enrayer le phénomène des nuisances dans les zones et domaines récréatifs. Il est ressorti des enquêtes et des évaluations que les gestionnaires de domaines qui prennent des mesures préventives constatent aussi une diminution des faits de nuisances dans leurs domaines. Il s'avère en outre que les auteurs de troubles recherchent souvent des zones et des domaines récréatifs où les mesures de sécurité préventives sont les moins nombreuses, et où ils ne seront pas contrôlés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2023/42621]

Omzendbrief overlast in recreatiegebieden en recreatiezones

Doelgroep: provinciegouverneurs, lokale besturen en beheerders van recreatiegebieden

I. Inleiding

De huidige omzendbrief vervangt de omzendbrief van 23 juni 2021 betreffende overlast in recreatiegebieden en recreatiezones.

Deze omzendbrief heeft als doel een draagvlak te creëren voor een integraal en geïntegreerd veiligheidsbeleid ter voorkoming en bestrijding van overlast in recreatiegebieden en andere relevante recreatiezones, zoals bijvoorbeeld stranden. De omzendbrief licht de rol toe van elke bevoegde overheid en van de beheerders van recreatiegebieden en recreatiezones, moedigt samenwerking tussen de verschillende betrokken overheden (onderling) en exploitanten aan en wijst op de verschillende mogelijke preventieve en repressieve maatregelen die het fenomeen van overlast kunnen onderdrukken.

Deze omzendbrief omvat een uitbreiding van de omzendbrief van 23 juni 2021 en verduidelijkt bijkomend, mede in navolging van de gedane evaluaties, enkele nuttige maatregelen, zoals de inzet van gemeenschapswachten en bewakingsagenten.

II. Context

Ter voorbereiding van de omzendbrief werden enquêtes afgenomen en evaluaties gehouden bij lokale besturen, uitbaters van recreatiegebieden, politie en provinciebesturen, om een beeld te krijgen van de huidige situatie op het terrein en de maatregelen die worden genomen. Ook een aantal werkgroepen boog zich over de problematiek.

Uit de enquêtes, evaluaties en werkgroepen is gebleken dat de omzendbrief en de daarin opgenomen aanbevelingen, suggesties en opties uitstekende hulpmiddelen zijn om overlast in recreatiegebieden en recreatiezones in te dijken. Zo blijkt uit de enquêtes en evaluaties dat domeinbeheerders die preventieve maatregelen nemen ook een daling van overlast in hun domein vaststellen. Verder blijkt ook dat amokmakers vaak op zoek gaan naar recreatiegebieden en recreatiezones met de minste preventieve veiligheidsmaatregelen of naar gebieden waar ze niet worden gecontroleerd.

III. Nuisances : une approche intégrale et intégrée

Une politique de sécurité locale intégrale et intégrée est essentielle pour lutter contre les nuisances.

L'aspect intégral implique d'accorder une attention à chaque maillon de la chaîne de sécurité : prévention (proactivité), détection, réaction/répression (réactivité), suivi et surveillance des auteurs et des victimes.

Une approche intégrée n'est possible que si tous les acteurs impliqués, issus de différents secteurs et à différents niveaux de compétence, travaillent ensemble et respectent les compétences de chacun. L'objectif est de parvenir à une solution commune aux problèmes identifiés. Les différents rôles des acteurs concernés sont d'ailleurs exposés dans la présente circulaire.

IV. Différents rôles des acteurs concernés

a. Au niveau provincial

Le gouverneur de province et les concertations provinciales

Le gouverneur de province assure un rôle supralocal et de coordination et il est compétent pour le maintien de l'ordre public (cf. articles 128 et 129 de la Loi provinciale).

Le gouverneur exerce les compétences du bourgmestre en ordre subsidiaire et il peut adopter des mesures de police (art. 11 de la Loi sur la fonction de police) :

- lorsqu'une ou plusieurs communes manquent, volontairement ou non, à leurs responsabilités ;
- lorsque les troubles de l'ordre public s'étendent au territoire de plusieurs communes ou ;
- lorsque, bien que l'événement ou la situation soit localisé(e) dans une seule commune, l'intérêt général exige l'intervention du gouverneur.

Avant le début de la saison touristique, il est opportun de rencontrer, au niveau provincial, les responsables des domaines récréatifs et des villes et communes concernées¹, les coordinateurs de sécurité, la police locale et fédérale ainsi que le parquet afin d'élaborer un plan d'approche commun. Cette démarche permet, en cas de nuisances, d'agir de manière organisée et clairement prédéfinie. Elle facilite également la coopération avec la police locale et, éventuellement, avec la police fédérale.

L'organisation d'une séance de feed-back à la fin de la saison, pour récolter les bonnes pratiques et analyser les points problématiques, apporte aussi une plus-value.

b. Au niveau local

Le maintien de l'ordre public est essentiellement défini au niveau local.

Plusieurs acteurs jouent un rôle important au niveau local. Le rôle du bourgmestre est primordial. Le bourgmestre peut par exemple faire appel au coordinateur de sécurité, au gardien de la paix, au travailleur social ou au travailleur de rue, aux autorités judiciaires, aux sociétés publiques de transports en commun ou à la police locale et à la police fédérale.

Le bourgmestre

Le bourgmestre est l'autorité responsable en matière de police administrative sur le territoire de la commune (art. 133 in fine Nouvelle Loi communale). Le bourgmestre est chargé du maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les domaines et zones récréatifs (comme les plages, par exemple) (art. 135, §2, Nouvelle Loi communale). Il peut prendre les mesures qui s'imposent, en ce compris les ordonnances de police, afin de lutter contre les nuisances publiques.

Le conseil communal et le collège des bourgmestres et échevins définissent les orientations stratégiques globales de la politique de sécurité intégrale et intégrée de la commune en matière de lutte contre les nuisances. Des directives ou orientations stratégiques peuvent par exemple être fixées en matière de nuisances sonores, d'utilisation de technologies modernes (par exemple, l'utilisation de caméras) ou de dépôts clandestins de déchets.

Le coordinateur de sécurité

Pour les communes ayant une zone ou un domaine récréatif sur leur territoire, il est recommandé de désigner un coordinateur local de la politique de sécurité. Cette tâche peut le cas échéant être assurée par le fonctionnaire de prévention.

La mission de ce coordinateur consiste à préparer, concevoir, mettre en œuvre, suivre, évaluer et, si nécessaire, adapter la politique locale de sécurité intégrale et intégrée en matière de lutte contre les nuisances. Pour ce faire, le coordinateur développe des partenariats et se concertent notamment avec les gardiens de la paix, les travailleurs sociaux, la police locale, les services de sécurité des sociétés publiques de transports en commun, les entreprises de gardiennage privé, etc. Le coordinateur peut jouer un rôle essentiel dans la prévention et la lutte contre les nuisances.

III. Overlast: een integrale en geïntegreerde aanpak

Een geïntegreerd en integraal lokaal veiligheidsbeleid is essentieel om overlast aan te pakken.

Het integrale aspect houdt in dat aandacht wordt besteed aan iedereen schakel in de veiligheidsketen: preventie (proactief), detectie, reactie/repressie (reactief), opvolging en nazorg van daders en slachtoffers.

Een geïntegreerde aanpak is alleen mogelijk wanneer alle betrokken actoren, uit verschillende sectoren en op verschillende bevoegdheidsniveaus, samenwerken en elkaars bevoegdheden respecteren. Dit met als doel te komen tot een gezamenlijke oplossing voor de vastgestelde problemen. De verschillende rollen van de betrokken actoren worden verder toegelicht in deze omzendbrief.

IV. Verschillende rollen van betrokken actoren

a. Op provinciaal niveau

De provinciegouverneur en het provinciaal overleg

De provinciegouverneur heeft een bovenlokale en coördinerende rol en is bevoegd voor de handhaving van de openbare orde (cf. artikel 128 en 129 van de Provinciewet).

De gouverneur oefent de bevoegdheden van de burgemeester in subsidiaire orde uit en kan politie maatregelen nemen (art. 11 van de Wet op het Politieambt):

- wanneer een gemeente of gemeenten, al dan niet vrijwillig, haar of hun verantwoordelijkheden niet nakomt of nakomen;
- wanneer de verstoring van de openbare orde zich uitstrekt over het grondgebied van verscheidene gemeenten of;
- wanneer, ook al is de gebeurtenis of de situatie slechts in een enkele gemeente gelokaliseerd, het algemeen belang de tussenkomst van de gouverneur vereist.

Het is aangewezen voor de aanvang van het toeristisch seizoen, op provinciaal niveau, met de uitbaters van de betrokken recreatiegebieden en de betrokken steden en gemeenten¹, de veiligheidscoördinatoren, de lokale en de federale politie en het parket samen te zitten om een gemeenschappelijk plan van aanpak uit te werken. Op die manier kan men in geval van overlast op een georganiseerde en op voorhand duidelijk vastgestelde manier optreden. Het vergemakkelijkt tevens de samenwerking met de lokale politie en eventueel met de federale politie.

Een terugkoppelmoment op het einde van het seizoen met een opsomming van de goede praktijken en het analyseren van de pijnpunten is ook een meerwaarde.

b. Op lokaal niveau

De handhaving van de openbare orde wordt in essentie op lokaal niveau bepaald.

Op lokaal niveau spelen verschillende actoren een belangrijke rol. De rol van de burgemeester staat centraal. De burgemeester kan bijvoorbeeld beroep doen op de veiligheidscoördinator, de gemeenschaps-wacht, de welzijns- of straathoekwerker, de gerechtelijke overheden, openbare vervoersmaatschappijen, of op de lokale en federale politie.

De burgemeester

De burgemeester is de verantwoordelijke overheid inzake de bestuurlijke politie op het grondgebied van de gemeente (art. 133 in fine Nieuwe Gemeentewet). De burgemeester staat in voor het handhaven van de orde op plaatsen waar veel mensen samenkomen, zoals in recreatiegebieden en recreatiezones (zoals bijvoorbeeld stranden) (art. 135, §2 Nieuwe Gemeentewet). De burgemeester kan de nodige maatregelen nemen, inclusief politieverordeningen, om openbare overlast tegen te gaan.

De gemeenteraad en het college van burgemeester en schepenen bepalen de globale beleidslijnen van het geïntegreerde en integrale veiligheidsbeleid van de gemeente op het vlak van bestrijding van overlast. Zo kunnen bijvoorbeeld richtlijnen of beleidslijnen inzake lawaaihinder, het gebruik van moderne technologieën (bv. cameragebruik) of sluikstorten worden uitgetekend.

De veiligheidscoördinator

Voor de gemeenten die een recreatiegebied of een recreatiezone op hun grondgebied hebben, is het aanbevolen een lokale coördinator van het veiligheidsbeleid aan te stellen. Deze taak kan desgevallend door de preventieambtenaar worden waargenomen.

De opdracht van deze coördinator bestaat erin het lokale veiligheids- en preventiebeleid op het vlak van de bestrijding van overlast voor te bereiden, te ontwikkelen, uit te voeren, op te volgen, te evalueren en indien nodig bij te sturen. Daartoe ontwikkelt de coördinator partnerschappen en treedt deze in overleg met o.a. gemeenschapswachten, welzijnswerkers, lokale politie, veiligheidsdiensten van de openbare vervoersmaatschappijen, private bewaking, enzovoort. De coördinator kan een essentiële rol vervullen in het voorkomen en bestrijden van overlast.

Le gardien de la paix

Introduction

Les gardiens de la paix sont chargés de missions de sécurité et de prévention, visant à accroître le sentiment de sécurité des citoyens et à prévenir les nuisances publiques et la criminalité, et peuvent donc aussi jouer un rôle dans les zones et domaines récréatifs (comme les plages, par exemple).

Le déploiement des gardiens de la paix est réglementé dans la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la Nouvelle Loi communale.

Le domaine d'action du gardien de la paix est limité à la voie publique et aux lieux publics de la commune organisatrice² ou bénéficiaire³. Il s'agit des routes et des rues, des places, des esplanades, des parcs, des parkings publics, de la plage, etc. Les gardiens de la paix peuvent également être déployés dans les parcs provinciaux et les domaines récréatifs (appartenant à des personnes morales de droit public) situés sur le territoire d'une commune organisatrice ou bénéficiaire.

Par conséquent, le gestionnaire d'un domaine récréatif peut demander à la commune (organisatrice ou bénéficiaire) dans laquelle le domaine récréatif est situé de déployer des gardiens de la paix dans le domaine récréatif. La province peut également aider à établir les contacts nécessaires à cet égard. Si la commune ne dispose pas d'un service de gardiens de la paix, il est possible d'en créer un.

Un point commun à l'ensemble des tâches du gardien de la paix est la surveillance préventive, c'est-à-dire le contrôle du respect des normes et des règlements avant qu'il ne soit question d'une infraction concrète. Ce type de contrôle social fonctionnel peut être réalisé en garantissant une présence visible et rassurante dans la zone ou le domaine récréatif, en sensibilisant, en informant et en orientant les citoyens.

Par sa présence préventive et en uniforme, le gardien de la paix assure donc un effet dissuasif à l'égard des éventuels délinquants et exerce une fonction de signalisation vers les services compétents tels que la police, les gestionnaires de domaines récréatifs et les gardes champêtres particuliers.

Informier et sensibiliser les visiteurs au sujet de la sécurité et à la prévention de la criminalité

Les gardiens de la paix peuvent attirer l'attention des visiteurs de zones et de domaines récréatifs sur la réglementation en vigueur et les sensibiliser à la nécessité de la respecter. Dans ce contexte, les gardiens de la paix peuvent indiquer aux visiteurs qu'ils ont un comportement dangereux pour eux-mêmes ou pour autrui. Ils peuvent également faire prendre conscience aux visiteurs qu'ils sont imprudents avec leurs effets personnels et sont donc des victimes faciles pour les éventuels pickpockets.

Signaler aux services compétents les problèmes liés à la sécurité

Les gardiens de la paix sont tenus de signaler immédiatement à la police locale du territoire sur lequel ils exercent leurs fonctions tous les faits constitutifs d'un délit ou d'un crime. Ils doivent également communiquer à un fonctionnaire d'un service compétent toute information dont ils ont connaissance dans le cadre de leur travail, lorsque ce fonctionnaire en fait la demande.

Gardien de la paix-constatateur

Une distinction doit être faite entre le gardien de la paix et le gardien de la paix-constatateur. Par rapport au gardien de la paix, le gardien de la paix-constatateur dispose des compétences supplémentaires suivantes :

- la constatation de certaines infractions aux règlements et ordonnances communales dans le cadre de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (= constatations SAC) ;

- la constatation d'infractions aux règlements communales de redevances.

Avec le déploiement de gardiens de la paix-constatateurs, il est donc possible d'intervenir effectivement contre les phénomènes de nuisances et de petite délinquance en faisant constater ces actes, après il est possible d'infliger une sanction administrative communale (par le fonctionnaire sanctionnateur).

Ce que les gardiens de la paix n'ont pas le droit de faire

Le gardien de la paix ne peut pas (liste non exhaustive) : effectuer des recherches (judiciaires) ; effectuer des patrouilles avec un fonctionnaire de police ; sensibiliser et informer sur des questions qui n'ont rien à voir avec la prévention ou la sécurité ; surveiller des biens ; réguler la circulation.

Le travailleur social (ou "travailleur de rue")

Dans les communes où vivent ou traînent régulièrement des fauteurs de troubles, il peut être fait appel à des travailleurs sociaux ou travailleurs de rue. Le travail de rue est une méthode d'intervention qui

De gemeenschapswacht

Inleiding

Gemeenschapswachten zijn belast met veiligheids- en preventieopdrachten, gericht op het verhogen van het veiligheidsgevoel van de burgers en het voorkomen van openbare overlast en criminaliteit, en kunnen dus ook een rol spelen in recreatiegebieden en recreatiezones (bijvoorbeeld stranden).

De inzet van de gemeenschapswacht wordt geregeld in de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Het werkterrein van de gemeenschapswacht is beperkt tot de openbare weg en openbare plaatsen van de organiserende² of begunstigde gemeente³. Het gaat om banen en straten, pleinen, markten, parken, openbare parkings, het strand, etc. Gemeenschapswachten kunnen ook worden ingezet in provinciale parken en in recreatiegebieden (die toebehoren aan publiekrechtelijke rechtspersonen) gelegen op het grondgebied van een organiserende of begunstigde gemeente.

De beheerder van een dergelijk recreatiegebied kan bijgevolg aan de (organiserende of begunstigde) gemeente waarin het recreatiegebied is gelegen, verzoeken om gemeenschapswachten in te zetten op het recreatiegebied. Ook de provincie kan helpen om hierbij de nodige contacten te leggen. Indien de gemeente niet over een dienst gemeenschapswachten beschikt, kan een dienst worden opgericht.

Een rode draad doorheen het takenpakket van de gemeenschapswacht is het preventief toezicht, met name de controle op de naleving van normen en voorschriften, vóórdat er sprake is van een concrete overtreding. Een dergelijke functionele sociale controle kan worden gerealiseerd door het garanderen van een zichtbare, geruststellende aanwezigheid in het recreatiegebied of de recreatiezone, waarbij sensibiliserend, informatief en doorverwijzend wordt opgetreden ten aanzien van de burgers.

Met diens preventieve en geüniformeerde aanwezigheid zorgt de gemeenschapswacht aldus voor een ontraderend effect ten aanzien van mogelijke daders en oefent deze een signaalfunctie uit naar bevoegde diensten zoals politie, beheerders van recreatiegebieden en bijzondere veldwachters.

Het informeren en sensibiliseren van bezoekers aangaande veiligheid en criminaliteitspreventie

Gemeenschapswachten kunnen bezoekers van recreatiegebieden en recreatiezones wijzen op de toepasselijke reglementering en hen sensibiliseren die te volgen. In deze context kunnen gemeenschapswachten bezoekers erop wijzen dat zij zich onveilig voor zichzelf of voor anderen gedragen. Zij kunnen bezoekers er eveneens op attent maken dat zij onvoorzichtig met hun spullen omspringen en hierdoor een makkelijk slachtoffer zijn voor eventuele zakkenrollers.

Het signaleren aan de bevoegde diensten van problemen op het vlak van veiligheid

Gemeenschapswachten zijn verplicht om alle feiten die een wanbedrijf of een misdaad uitmaken onverwijld ter kennis te brengen aan de lokale politie van het grondgebied waar ze hun taken uitoefenen. Ze moeten eveneens de inlichtingen waarvan zij in het kader van hun werkzaamheden kennis hebben, verstrekken aan een ambtenaar van een bevoegde dienst, telkens deze erom verzoekt.

Gemeenschapswacht-vaststeller

Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de gemeenschapswacht en de gemeenschapswacht-vaststeller. Ten opzichte van een gemeenschapswacht heeft een gemeenschapswacht-vaststeller bijkomend de volgende bevoegdheden:

- het vaststellen van bepaalde inbreuken op gemeentelijke reglementen en verordeningen in het kader van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (= GAS-vaststellingen);

- het vaststellen van inbreuken op gemeentelijke retributiereglementen.

Met de inzet van gemeenschapswachten-vaststellers kan er aldus ook daadwerkelijk worden opgetreden tegen overlastfenomenen en kleine criminaliteit, door deze handelingen te laten vaststellen, waarna een sanctionering (door de sanctionerend ambtenaar) met een gemeentelijke administratieve sanctie kan volgen.

Wat mogen de gemeenschapswachten niet doen

De gemeenschapswacht mag niet (niet-exhaustieve opsomming): (gerechtelijk) opsporen; samen met een politieambtenaar patrouilles uitvoeren; sensibiliseren en informeren betreffende zaken die niets met preventie of veiligheid te maken hebben; goederen bewaken; het verkeer regelen.

De welzijnswerker (of "straathoekwerker")

In gemeenten waar amokmakers regelmatig verblijven of rondhangen kan men welzijnswerkers of strathoekwerkers inzetten. Straathoekwerk is een interventiemethode waarbij rechtstreeks contact wordt

visé à établir un contact direct avec les auteurs de troubles et à développer une relation de confiance. Il s'agit d'une démarche extra-muros, axée sur une approche éthique forte en faveur de la tolérance et du respect.

Étant donné que la première étape de l'intervention d'un travailleur social ou travailleur de rue consiste à mener une analyse du milieu à la fois théorique (contexte social et culturel) et pratique (rencontre avec les habitants du quartier), il importe d'associer ces intervenants dès la première étape de la mise en œuvre d'une politique de prévention, c'est-à-dire au niveau de l'analyse et du diagnostic.

La police locale et la police fédérale

Les interventions en cas d'incidents incombent avant tout aux services de police locale. Un nombre important de zones et domaines récréatifs fait appel à la police locale pour gérer les problèmes et appréhender les auteurs de nuisances. Il est dès lors crucial d'identifier les points chauds et de miser sur des contrôles ciblés.

La façon dont la police locale remplit sa mission doit être décidée en concertation avec les différents partenaires concernés. Par exemple, la police locale peut être tenue de patrouiller à pied ou à vélo. La présence de ces patrouilles assure une grande visibilité et produit un effet dissuasif et préventif. Il peut également être souhaitable et nécessaire que la police prenne des mesures répressives et arrête les auteurs de troubles.

D'autres possibilités consistent à renforcer temporairement la capacité policière (préventive) lorsque les gestionnaires des domaines récréatifs ou les communes côtières s'attendent à un afflux important de visiteurs, par exemple en raison de conditions météorologiques favorables.

Dans le cadre de son fonctionnement, la police locale peut également toujours faire appel aux zones de police voisines, ou à la police fédérale, qui peut fournir du personnel ou un soutien spécialisé (comme la cavalerie ou le corps d'intervention).

La toolbox examine de plus près la coopération entre la police locale et la police fédérale.

Collaboration entre les différents acteurs concernés

Une collaboration étroite entre la police et le bourgmestre, par exemple par la mise en place d'un groupe de pilotage, est également recommandée. Ce comité de pilotage permet de préparer des actions communes et de recevoir des directives du bourgmestre sur l'organisation de sa politique de prévention et de sécurité.

La collaboration entre les administrations locales et les autorités judiciaires est très importante. Grâce à des accords, il est possible de déterminer clairement comment gérer les visiteurs qui causent des nuisances (graves).

Une collaboration avec les sociétés publiques de transports en commun (De Lijn, STIB, TEC, SNCB) et la conclusion d'accords clairs avec ces sociétés sont aussi fortement recommandées, par exemple quand des bus ou des trains transportent des visiteurs de et vers des zones et des domaines récréatifs.

Les accords conclus peuvent, le cas échéant, être fixés dans un protocole de collaboration qui peut ensuite être communiqué aux collaborateurs du domaine récréatif, au dispatching de la police et aux sociétés de transports en commun. De cette manière, la répartition des tâches est plus claire et il est possible de se concerter sur l'aide à laquelle s'attendre. À cet égard, il est utile de désigner un point de contact parmi les différents acteurs afin d'assurer une communication fluide.

V. Possibilités complémentaires en matière de prévention et de maîtrise des incidents

a. Mesures préventives

Un règlement de parc⁴

Tous les visiteurs d'un domaine récréatif ne réalisent pas que les actes posés sont considérés comme des nuisances. Un code de conduite ou un règlement du parc peut être mis au point afin d'attirer l'attention des visiteurs sur les règles qu'ils doivent respecter.

Il est important que ce code ou ce règlement soit affiché de manière clairement visible et lisible (par exemple, à l'entrée du domaine récréatif, à certains endroits clés du domaine récréatif, à l'aide de pictogrammes ou au moyen de tableaux électroniques, par sa publication sur le site web, sur les réseaux sociaux, etc.)

La simple existence de ce règlement de parc et sa visibilité ne suffisent bien sûr pas. Les règles doivent également être appliquées et les membres du personnel présents, ainsi que les éventuels agents de gardiennage ou gardiens de la paix doivent informer les visiteurs des règles existantes et veiller à ce qu'ils les respectent (sans toutefois recourir à la contrainte ou à la force). Sur une plage, les gardiens de la paix ou les sauveteurs peuvent exercer un contrôle.

Afin d'informer les visiteurs du règlement, des campagnes de sensibilisation ou de prévention peuvent être organisées.

gelegd met de amokmaker en een vertrouwensrelatie wordt opgebouwd. Het is een extra-murosbenadering met een sterke ethische insteek die pleit voor tolerantie en respect.

Aangezien de eerste stap in de interventie van een welzijnswerker of straathoekwerker bestaat uit het maken van een analyse van de theoretische (sociale en culturele achtergrond) en praktische omgeving (ontmoeting met de buurtbewoners), is het belangrijk om deze actoren te betrekken vanaf de eerste fase in de uitvoering van een preventiebeleid, d.w.z. op het niveau van analyse en diagnostiek.

De lokale en federale politie

Het optreden in geval van incidenten is in eerste instantie een taak voor de lokale politiediensten. Een groot aantal recreatiegebieden en recreatiezones maakt gebruik van de mogelijkheid om de lokale politie in te schakelen om problemen te beheersen en amokmakers aan te pakken. Zo is het identificeren van hot spots en het inzetten op gerichte controles van cruciaal belang.

De manier waarop de lokale politie haar taak invult, moet in samenspraak met de verschillende betrokken partners worden beslist. Zo kan bijvoorbeeld worden bepaald dat de lokale politie te voet of per fiets patrouilleert. De aanwezigheid van dergelijke patrouilles heeft een grote zichtbaarheid en een ontradend en preventief effect. Ook kan het wenselijk en noodzakelijk zijn dat de politie repressief optreedt en kan overgaan tot de aanhouding van amokmakers.

Andere mogelijkheden bestaan erin om een tijdelijke verhoogde (preventieve) politiecapaciteit te voorzien indien de beheerders van de recreatiegebieden of de kustgemeente van mening zijn dat er omwille van bijvoorbeeld gunstige weersvoorspellingen een groot aantal bezoekers kan worden verwacht.

De lokale politie kan in haar werking ook altijd een beroep doen op naburige politiezones, of op de federale politie, die personeel of gespecialiseerde steun (zoals de cavalerie of het interventiecorps) ter beschikking kan stellen.

In de toolbox wordt dieper ingegaan op de samenwerking tussen lokale en federale politie.

Samenwerking tussen verschillende betrokken actoren

Een nauwe samenwerking tussen politie en burgemeester, door bijvoorbeeld het oprichten van een stuurgroep, wordt ook aangeraden. In het kader van een dergelijke stuurgroep kunnen gemeenschappelijke acties worden voorbereid en kunnen van de burgemeester richtlijnen worden ontvangen over de organisatie van zijn preventie- en veiligheidsbeleid.

De samenwerking tussen lokale besturen en gerechtelijke overheden is van groot belang. Door middel van afspraken kan duidelijk worden bepaald op welke manier bezoekers die (zware) overlast veroorzaken moeten worden aangepakt.

Een samenwerking met de openbare vervoersmaatschappijen (De Lijn, MIVB, TEC, NMBS) en het maken van duidelijke afspraken is ook sterk aan te bevelen, bijvoorbeeld als bussen of treinen bezoekers van en naar recreatiegebieden of recreatiezones vervoeren.

De gemaakte afspraken kunnen desgevallend worden vastgelegd in een samenwerkingsprotocol, dat nadien kan worden gecommuniceerd aan de medewerkers van het recreatiegebied, de meldkamer van de politie en de openbare vervoersmaatschappijen. Op die manier is er meer duidelijkheid over de taakverdeling en kan worden afgesproken op welke bijstand kan worden gerekend. In dat opzicht is het nuttig een aanspreekpunt bij de verschillende actoren aan te duiden, zodat een vlotte communicatie wordt verzekerd.

V. Bijkomende mogelijkheden om incidenten te voorkomen en te beheersen

a. Preventieve maatregelen

Een parkreglement⁴

Niet elke bezoeker van een recreatiegebied is zich ervan bewust dat de gestelde handelingen als overlast worden gezien. Om bezoekers attent te maken op de regels waaraan zij zich moeten houden, kan een gedragscode of parkreglement worden opgesteld.

Het is belangrijk dat deze code of dit reglement duidelijk zichtbaar en leesbaar wordt uitgehangen (bijvoorbeeld aan de ingang van het recreatiegebied, bij enkele belangrijke punten binnen het recreatiegebied, met pictogrammen of elektronische borden, door publicatie op de website en op sociale media, etc.)

Het loutere bestaan van een parkreglement en de zichtbaarheid ervan zijn uiteraard niet voldoende. De regels moeten ook worden geïmplementeerd en de aanwezige personeelsleden, eventueel eventuele bewakingsagenten of gemeenschapswachten moeten de bezoekers wijzen op de bestaande regels en toezicht houden op de naleving ervan (evenwel zonder gebruik te maken van dwang of geweld). Op een strand kunnen gemeenschapswachten of redders toezicht houden.

Om bezoekers in kennis te stellen van het reglement kunnen sensibiliserings- of preventiecampagnes worden georganiseerd.

Enregistrement ou réservation⁵

La limitation du nombre de visiteurs dans les domaines récréatifs exerce un impact positif sur la prévention et la maîtrise des nuisances. Cette limitation peut notamment passer par une obligation d'enregistrement ou de réservation (en ligne). Étant donné qu'il s'agit, le cas échéant, d'un traitement de données à caractère personnel, il y a lieu de respecter les conditions du RGPD (Règlement général sur la protection des données) en ce qui concerne la base juridique, la durée de conservation, la sécurité et l'accès aux données.

Formations pour le personnel des domaines récréatifs ou pour le personnel communal

Bon nombre des personnes sondées précisent que les visiteurs se montrent de plus en plus assertifs, voire agressifs, envers le personnel. Ils sont dès lors nombreux à trouver important que le personnel soit formé à la gestion de l'agressivité et des comportements perturbateurs. Le personnel communal peut également être formé. De nombreuses organismes de formation organisent de tels cours. Il peut être important d'accorder une attention spécifique à l'approche positive des mineurs d'âge dans le cadre de cette formation.

Baromètre des visiteurs

Les domaines récréatifs peuvent fonctionner avec un baromètre des visiteurs, qui permet de suivre en temps réel sur le site web (ou sur les réseaux sociaux) si le point de saturation du nombre de visiteurs a été atteint ou non.

Autres mesures préventives possibles

Outre les campagnes de prévention (ex. le respect de l'environnement, la surveillance exercée par les parents dans les piscines), la sensibilisation menée par l'école, la commune et la police sont également une possibilité. Avec la campagne « RESPECT mutuel » qui a récemment été lancée, la population est amenée à réfléchir aux relations que nous entretenons les uns avec les autres au quotidien et en particulier avec les professionnels de la sécurité.

Une collaboration peut aussi être mise en place avec les acteurs de prévention. La collaboration avec les services de la jeunesse, l'aide à la jeunesse et les travailleurs de rue est extrêmement importante : ils peuvent établir une relation de confiance et entamer un dialogue sur la problématique des nuisances. Une collaboration est également possible avec l'animateur communal pour la jeunesse, qui est en contact avec les jeunes vulnérables et leur propose des activités ainsi qu'un suivi et une orientation (pauvreté ou problèmes mentaux) vers les services sociaux.

Enfin, des contacts de qualité peuvent être établis en mettant en place un cadre d'accords pour convenir notamment de l'utilisation du skate park, autoriser la réalisation d'un mur de graffiti, etc. Dans certains cas, des activités peuvent aussi être organisées dans les zones ou les domaines récréatifs. Ces activités peuvent permettre de lutter contre l'ennui, qui est souvent une cause de nuisances.

Le constat que certaines personnes se rendent dans des zones et des domaines récréatifs situés en dehors de leur commune ou de leur province et y causent des nuisances oblige également les communes dont ces personnes sont originaires à prendre des mesures préventives telles que visées par la présente circulaire (par exemple, l'aide sociale, le service jeunesse, les activités dans leurs propres zones récréatives). Ces communes doivent également reconnaître et assumer leurs responsabilités à cet égard. Une bonne coopération entre les communes et les zones de police est également indispensable.

Bonnes pratiques

La toolbox énumère quelques autres bonnes pratiques qui ont prouvé leur efficacité. Elles peuvent être une source d'inspiration pour faire face à certaines situations.

Un exemple de bonne pratique est la création d'une « zone active » (musique autorisée) et d'une « zone passive » (pas de musique) sur la pelouse d'un domaine récréatif.

b. Le recours au gardiennage privé

Introduction

L'agent de gardiennage privé⁶ peut jouer un rôle important et offrir un soutien supplémentaire pour assurer la sécurité dans les domaines récréatifs.

Le déploiement d'agents de gardiennage est régi par la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.

L'exploitant d'un domaine récréatif peut faire appel à une entreprise de gardiennage autorisée ou organiser son propre service interne de gardiennage qui a été autorisé par le ministre de l'Intérieur.⁷

Dans le cadre du gardiennage de domaines récréatifs, les agents de gardiennage remplissent essentiellement un rôle préventif. Ainsi, un agent de gardiennage a une présence dissuasive, il sert de point de contact pour le citoyen, le domaine récréatif ou la police, il peut informer le public concernant le règlement du domaine récréatif, intervenir par le dialogue en cas de problèmes, canaliser le public, intervenir en cas de catastrophe, etc.

L'agent de gardiennage dispose également de compétences spécifiques en matière de contrôle et de refus d'accès, ainsi que d'un droit de rétention.

Registratie of reservatie⁵

Het beperken van het aantal bezoekers in recreatiegebieden heeft een positieve invloed op het voorkomen en beheersen van overlast. Dit kan onder meer door een verplichte (online) registratie of reservatie. Vermits het dan wel gaat om een verwerking van persoonsgegevens, moet worden voldaan aan de voorwaarden van de AVG (Algemene Verordening Gegevensbescherming) met betrekking tot de rechtsgrond, bewaartermijnen, beveiliging en toegang tot de gegevens.

Opleidingen voor het personeel van recreatiegebieden of voor het gemeentepersoneel

Een groot deel van de bevroegde personen geeft aan dat de bezoekers alsmar assertiever en – zelfs – agressiever zijn ten aanzien van het personeel. Vele beheerders vinden het dan ook belangrijk dat het personeel wordt opgeleid in het omgaan met hinderlijk en agressief gedrag. Ook gemeentepersoneel kan worden opgeleid. Tal van opleidingsinstellingen organiseren dergelijke cursussen. Specifieke aandacht voor de positieve aanpak van minderjarigen kan een belangrijk aandachtspunt zijn tijdens een dergelijke opleiding.

Bezoekersbarometer

Recreatiegebieden kunnen werken met een bezoekersbarometer, waarbij op de website (of op de sociale media) in real time kan worden gevolgd of het verzadigingspunt van het aantal bezoekers al dan niet werd bereikt.

Andere mogelijke preventieve maatregelen

Naast preventiecampagnes (bv. respecteren van het milieu, toezicht door ouders aan zwembaden) is sensibilisering door de school, door de gemeente en door politie ook mogelijk. Met de – reeds eerder gelanceerde – campagne "Wederzijds RESPECT" wordt de bevolking aan het denken gezet over hoe we dagelijks met elkaar omgaan, in het bijzonder hoe we omgaan met veiligheidsprofessionals.

Verder kan ook worden samengewerkt met preventieactoren. Samenwerking met jeugddiensten, jeugdwerkzorg en straatwerkers is uitermate belangrijk: ze kunnen een vertrouwensband opbouwen en in dialoog gaan over de problematiek van overlast. Ook kan worden samengewerkt met de gemeentelijke jeugdopbouwwerker, die in contact komt met kwetsbare jongeren en hen activiteiten aanbiedt en ook zorgt voor opvolging en doorverwijzing (armoede of psychische problemen) naar de sociale diensten.

Tot slot kunnen goede contacten worden opgebouwd door het ontwikkelen van een afsprakenkader rond bijvoorbeeld het gebruik van het skatepark, het toelaten van een graffiti wall, enzovoort. In bepaalde gevallen kunnen er ook activiteiten worden georganiseerd in de recreatiegebieden of recreatiezones. Deze activiteiten kunnen verveling – vaak een veroorzaker van overlast – tegenwerken.

De vaststelling dat bepaalde personen zich verplaatsen naar recreatiegebieden en recreatiezones buiten hun gemeenten of provincie en daar overlast veroorzaken, noopt de gemeenten van waar deze personen afkomstig zijn eveneens tot het nemen van preventieve maatregelen zoals in deze omzendbrief aangehaald (bv. werkwijze, jeugddienst, activiteiten in eigen recreatiezones). Ook deze gemeenten dienen hierin hun verantwoordelijkheid te erkennen en op te nemen. Een goede samenwerking tussen de gemeenten en politiezones is daarbij eveneens een must.

Goede praktijken

De toolbox bevat een opsomming van enkele succesvolle goede praktijken. Zij kunnen een inspiratiebron zijn om bepaalde situaties aan te pakken.

Een voorbeeld van een goede praktijk is het creëren van een 'actieve zone' (muziek toegelaten) en een 'passieve zone' (geen muziek toegelaten) op de ligweide van een recreatiegebied.

b. De inzet van private bewaking

Inleiding

De private bewakingsagent⁶ kan een belangrijke rol spelen en een bijkomende ondersteuning bieden bij het verzekeren van de veiligheid in recreatiegebieden.

De inzet van bewakingsagenten wordt geregeld door de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

De uitbater van een recreatiegebied kan beroep doen op een vergunde bewakingsonderneming of een eigen interne bewakingsdienst organiseren die werd vergund door de minister van Binnenlandse Zaken.⁷

In het kader van de bewaking van recreatiegebieden vervullen bewakingsagenten voornamelijk een preventieve rol. Zo heeft de bewakingsagent een ontraderende aanwezigheid, fungeert deze als contactpunt voor de burger, het recreatiegebied of de politie, kan deze het publiek informeren over het reglement van het recreatiegebied, tussenkomen bij problemen door middel van dialoog, het publiek kanaliseren, interveniëren bij rampen, etc.

De bewakingsagent heeft ook specifieke bevoegdheden op het vlak van toegangscontrole en toegangsweigering, en heeft een vattingsrecht.

Contrôle d'accès et refus d'accès

Les agents de gardiennage peuvent contrôler chaque visiteur à l'entrée du domaine récréatif dans le but de vérifier s'il est porteur d'armes ou d'objets dangereux et dont l'entrée pourrait compromettre la sécurité des autres visiteurs. À cet effet, l'agent de gardiennage peut opérer un contrôle visuel du contenu des bagages de la personne et vérifier si celle-ci porte sur elle de tels objets.

Ce contrôle ne peut toutefois pas dépasser la palpation superficielle des vêtements de la personne concernée. La palpation superficielle ne peut être effectuée que par des agents de gardiennage du même sexe que la personne contrôlée.

Les contrôles d'accès ne peuvent être exercés qu'à l'égard des personnes qui s'y soumettent volontairement. Cela n'ôte pas la compétence de l'agent de gardiennage de refuser l'entrée aux personnes qui ne se soumettent pas à ce contrôle.

En outre, les agents de gardiennage peuvent également refuser l'entrée aux personnes qui ne sont pas en possession du billet d'entrée requis, et aux personnes qui peuvent compromettre la sécurité des personnes présentes ou la sécurité de l'exploitation.

Lorsqu'une personne à qui l'accès a été refusé, essaie malgré tout d'entrer, les agents de gardiennage l'informent que l'accès lui sera empêché. Si la personne concernée continue d'ignorer le refus d'accès, les agents de gardiennage peuvent lui interdire l'accès au domaine récréatif, sans faire usage de la force ni de la contrainte.

En cas d'incident ou d'aggravation de la situation, l'agent de gardiennage doit prévenir les services de police qui, si nécessaire, peuvent intervenir et/ou expulser par la contrainte certaines personnes du domaine récréatif.

Il est explicitement interdit de refuser ou d'empêcher l'accès à un lieu sur la base d'une discrimination directe ou indirecte.

Droit de rétention

Les agents de gardiennage peuvent retenir les personnes qu'ils prennent en flagrant délit ou en flagrant crime en attendant l'arrivée des services de police, à condition d'avertir les services de police immédiatement.

Jusqu'à l'arrivée des services de police, la personne retenue reste en permanence sous la surveillance des agents de gardiennage. Il est interdit d'enfermer ou de menotter la personne retenue.

Un formulaire doit être remis à la personne ayant fait l'objet d'une rétention, qui mentionne le lieu et les circonstances des faits, le numéro de la carte d'identification des agents de gardiennage concernés et la procédure suivie.

Dans la mesure du possible, les agents de gardiennage éloignent la personne retenue hors de la vue du public.

Utilisation de chiens

L'utilisation de chiens lors de l'exercice des activités de gardiennage est strictement réglementée. Les chiens peuvent uniquement être utilisés comme chiens de patrouille ou chiens pisteurs.

Les chiens de patrouille peuvent uniquement être utilisés dans le cadre de l'exercice d'activités de gardiennage comme moyen préventif de dissuasion. En outre, les chiens de patrouille ne peuvent être utilisés que pour la surveillance statique et pour surveiller et contrôler le comportement des personnes en vue d'assurer la sécurité dans le domaine récréatif. Les chiens de patrouille ne peuvent pas être utilisés pour les contrôles d'accès, mais peuvent, par exemple, patrouiller avec leur maître à l'entrée (sans effectuer de contrôle d'accès).

Lors de la surveillance et du contrôle du comportement des personnes, les chiens de patrouille ne peuvent pas être utilisés dans les bâtiments ou parties de bâtiments accessibles au public.

Lorsqu'ils exercent des activités de gardiennage, les chiens de patrouille doivent être muselés en permanence et tenus en laisse sur une longueur maximale de 2 mètres.

Les chiens pisteurs peuvent être utilisés, entre autres, dans le cadre de la fouille de biens (par exemple, pour la recherche d'armes, de stupéfiants ou d'explosifs). Les chiens pisteurs ne peuvent pas non plus être utilisés dans le cadre de contrôles d'accès.

Gardiennage armé ?

La loi sécurité privée stipule clairement que les activités de gardiennage se font en principe de manière non armée.

Seules certaines activités de gardiennage peuvent s'effectuer en étant armé dans des conditions strictes. Il s'agit, entre autres, du gardiennage statique de biens mobiliers ou immobiliers, pour autant qu'il soit exercé dans un lieu où aucune autre personne (hormis des agents de gardiennage) n'est supposée être présente.

En principe, les activités de gardiennage exercées dans les domaines récréatifs devront donc toujours être non armées.

Toegangscontrole en toegangsweigering

Bewakingsagenten kunnen aan de ingang van het recreatiegebied elke bezoeker controleren met de bedoeling na te gaan of deze wapens of gevaarlijke voorwerpen bij zich draagt, waarvan het binnenbrengen de veiligheid van de andere bezoekers in het gedrang kan brengen. Hiertoe kan de bewakingsagent de inhoud van de bagage die de persoon bij zich heeft visueel controleren en nagaan of de betrokken persoon dergelijke goederen op zich draagt.

Deze controle mag evenwel niet verder reiken dan de oppervlakkige betasting van de kledij van de betrokkene. De oppervlakkige betasting kan enkel worden uitgevoerd door bewakingsagenten van hetzelfde geslacht als de gecontroleerde persoon.

Toegangscontroles kunnen enkel worden uitgeoefend ten aanzien van personen die zich vrijwillig aan deze controle onderwerpen. Dit belet niet dat de bewakingsagent de bevoegdheid behoudt om de toegang te ontzeggen aan personen die zich niet onderwerpen aan deze controle.

Daarnaast kunnen bewakingsagenten ook de toegang weigeren aan personen die niet beschikken over het vereiste toegangsticket en aan personen die de veiligheid van de aanwezigen of een veilige uitbating in het gedrang kunnen brengen.

Indien een persoon aan wie de toegang is ontzegd toch probeert binnen te geraken, verwittigen de bewakingsagenten er de betrokkene van dat de toegang zal worden verhinderd. Indien de betrokkene de toegangsweigering blijft negeren, kunnen de bewakingsagenten de betrokkene, zonder gebruik te maken van geweld of dwang, de toegang tot het recreatiegebied ontzeggen.

Bij eventuele incidenten of escalaties dient de bewakingsagent de politiediensten te verwittigen die, indien noodzakelijk, kunnen tussenkomen, en/of bepaalde personen met dwang uit het recreatiegebied kunnen verwijderen.

Het is expliciet verboden om de toegang tot een plaats te weigeren of te verhinderen op basis van directe of indirecte discriminatie.

Vattingsrecht

Bewakingsagenten kunnen personen die ze op heterdaad betrappen bij het plegen van een wanbedrijf of een misdrijf vatten in afwachting van de komst van de politiediensten, op voorwaarde dat ze de politiediensten onmiddellijk verwittigen.

Tot de aankomst van de politiediensten blijft de gevatte persoon permanent onder het toezicht van de bewakingsagenten. Het is verboden om de gevatte persoon op te sluiten of te boeien.

Aan de persoon die het voorwerp heeft uitgemaakt van een vating dient een formulier te worden overhandigd dat melding maakt van de plaats en de omstandigheden van de gestelde handelingen, het nummer van de identificatiekaart van de betrokken bewakingsagenten en de gevolgde procedure.

De bewakingsagenten onttrekken de gevatte persoon, zo mogelijk, aan het zicht van het publiek.

Het gebruik van honden

Het gebruik van honden bij de uitoefening van bewakingsactiviteiten wordt strikt gereguleerd. Honden kunnen uitsluitend worden ingezet als patrouillehonden of speurhonden.

Patrouillehonden kunnen bij de uitoefening van bewakingsactiviteiten uitsluitend worden ingezet als preventief afschrikmiddel. Bovendien kunnen patrouillehonden enkel worden ingezet bij statische bewaking en bij het toezicht op en de controle van het gedrag van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid in het recreatiegebied. Patrouillehonden kunnen niet worden ingezet bij toegangscontroles, maar kunnen bijvoorbeeld wel mee patrouilleren aan de inkom (zonder een toegangscontrole uit te voeren).

Bij het toezicht op en de controle van het gedrag van personen kunnen geen patrouillehonden worden gebruikt in gebouwen of gedeelten van gebouwen die publiek toegankelijk zijn.

Bij de uitoefening van bewakingsactiviteiten moeten de patrouillehonden te allen tijde gemuilkorfd zijn en aan een leidband van maximaal 2 meter worden gehouden.

Speurhonden kunnen o.a. worden ingezet in het kader van het doorzoeken van goederen (bijvoorbeeld bij het speuren naar wapens, drugs of explosieven). Ook speurhonden kunnen niet worden ingezet bij toegangscontroles.

Gewapende bewaking?

De wet private veiligheid bepaalt duidelijk dat bewakingsactiviteiten in principe ongewapend worden uitgeoefend.

Enkel bepaalde bewakingsactiviteiten kunnen onder strikte voorwaarden gewapend worden uitgeoefend. Het betreft onder andere statische bewaking van roerende of onroerende goederen, echter voor zover deze bewakingsactiviteit plaatsvindt op een plaats waar geen andere personen (dan bewakingsagenten) geacht worden aanwezig te zijn.

In principe zullen de bewakingsactiviteiten uitgeoefend in recreatiegebieden dus altijd ongewapend moeten worden uitgeoefend.

Interdiction du recours à la force et à la contrainte

Hormis les cas d'application du droit de rétention mentionné supra et en cas de légitime défense, l'agent de gardiennage ne peut recourir à la force ou à la contrainte. Un agent de gardiennage est formé pour maîtriser et intervenir dans les conflits de manière verbale et pacifique.

Interdiction de demander ou d'accepter des pourboires ou autres rétributions

Il est strictement interdit aux agents de gardiennage de recevoir des pourboires ou d'autres rétributions de la part de tiers.

Avis de sécurité

L'entreprise de gardiennage à laquelle il est fait appel pour des activités de gardiennage peut fournir des avis de sécurité utiles à l'exploitant du domaine récréatif.

Il est également possible de faire appel à une entreprise de consultance en sécurité autorisée par le ministre de l'Intérieur. Ces entreprises peuvent fournir des avis, y compris l'élaboration, l'exécution et l'évaluation d'audits, analyses, stratégies, concepts, procédures et entraînements dans le domaine de la sécurité.

Pour tout complément d'information ou toute question sur le déploiement des agents de gardiennage, vous pouvez consulter la toolbox ou prendre contact avec la Direction Sécurité Privée, Direction générale Sécurité et Prévention, SPF Intérieur : securite.privee@ibz.fgov.be – secrétariat : 02/488.34.43.

c. Sécurité physique et technique

La mise en place de moyens physiques et techniques peut aussi contribuer à renforcer la sécurité dans les zones ou domaines récréatifs. En voici quelques exemples.

Caméras de surveillance

L'utilisation de caméras de surveillance est expliquée en détail dans la toolbox.

Suite à l'exécution des missions de gardiennage, une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage peut également utiliser des caméras de surveillance.

Aménagement de la zone ou du domaine récréatif

Le 'Crime Prevention through Environmental Design (CPTED)' est un modèle axé sur l'approche de la criminalité et de l'insécurité, selon la théorie de l'opportunité criminelle. Il implique que la criminalité et l'insécurité peuvent être gérées par le biais de mesures environnementales. Dans cette optique, une attention particulière est accordée à la conception, à l'aménagement et à la gestion de l'environnement.

De nombreuses études et expériences montrent que l'aménagement, la gestion et l'animation des espaces publics ont un impact sur la sécurité et le sentiment d'insécurité des citoyens. Les espaces publics sont des lieux où l'on peut être confronté à des nuisances, des phénomènes de petite ou grande criminalité et des menaces. Ainsi, un espace public intelligemment conçu est en phase avec les besoins multiples des usagers quotidiens ou ponctuels. De plus amples informations à ce sujet sont reprises dans la toolbox.

d. Mesures répressives

Si les mesures préventives s'avèrent insuffisantes, il peut être nécessaire d'adopter des mesures répressives. Ces mesures se situent à différents niveaux et concernent l'interdiction d'accès, les sanctions administratives communales et l'interdiction de lieu.

Règlement du parc - interdiction d'accès⁸

Combiné au titre d'accès ou à l'abonnement, le règlement du parc (règlement d'ordre intérieur du domaine récréatif) peut être considéré comme un contrat réciproque qui, conformément à l'article 5.73 du Code civil, doit être exécuté de bonne foi.

Le règlement du parc peut prévoir des conditions relatives à l'accès au domaine récréatif. Quand un visiteur obtient l'accès au domaine récréatif, cela implique qu'il accepte les conditions du contrat. Si le visiteur enfreint une des dispositions du règlement, par exemple en matière de consommation d'alcool (si celle-ci est interdite pour des raisons d'ordre public), l'exploitant peut lui infliger une sanction. L'accès au domaine peut par exemple lui être refusé, à condition toutefois que cette mesure figure explicitement dans le règlement du domaine.

De même, dans le cas d'un accès gratuit au domaine (sans titre d'accès), l'intéressé doit respecter le règlement du parc pour autant que ce règlement soit communiqué à l'entrée de l'infrastructure. Sur cette base également, un visiteur qui cause des nuisances ou ne respecte pas le règlement peut se voir refuser l'accès (par exemple pour la saison en cours) par le gestionnaire en charge du domaine.

Dans les domaines fermés avec contrôle d'accès, un système d'enregistrement (automatique) des données d'identité⁹ peut être utilisé pour détecter les éventuels contrevenants à l'interdiction d'accès imposée. Un domaine récréatif qui souhaite mettre en place un tel système doit se conformer à la réglementation applicable¹⁰. Cela peut impliquer, en fonction des données personnelles à traiter¹¹, la

Verbod om geweld of dwang te gebruiken

Afgezien van de gevallen die van toepassing zijn op het hierboven vermelde vattingsrecht en in het geval van wettige verdediging, kan een bewakingsagent geen beroep doen op geweld of dwang. Een bewakingsagent is opgeleid om conflicten op een verbale en vreedzame manier te beheersen en te bemiddelen.

Verbod om fooien of andere beloningen te vragen of aan te nemen

Het is bewakingsagenten strikt verboden om fooien of andere beloningen van derden te verkrijgen.

Veiligheidsadvies

De bewakingsonderneming waarop een beroep wordt gedaan voor bewakingsactiviteiten kan nuttig veiligheidsadvies verstrekken aan de uitbater van het recreatiegebied.

Het is ook mogelijk beroep te doen op een door de minister van Binnenlandse Zaken vergunde onderneming voor veiligheidsadvies. Deze ondernemingen kunnen advies verstrekken, met inbegrip van het uitwerken, uitvoeren en evalueren van doorlichtingen, analyses, strategieën, concepten, procedures en trainingen op veiligheidsgebied.

Voor bijkomende inlichtingen of vragen over de inzet van bewakingsagenten kunt u de toolbox raadplegen, of contact opnemen met de Directie Private Veiligheid, Algemene Directie Veiligheid en Preventie, FOD Binnenlandse Zaken: private.veiligheid@ibz.fgov.be – secretariaat: 02/488.34.43.

c. Fysieke en technische beveiliging

Ook fysieke en technische hulpmiddelen kunnen helpen bij het verhogen van de veiligheid in de recreatiegebieden of recreatiezones. We geven een aantal voorbeelden.

Bewakingscamera's

Het gebruik van bewakingscamera's wordt omstandig uitgelegd in de toolbox.

Naar aanleiding van de uitvoering van bewakingsopdrachten kan een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst ook gebruik maken van bewakingscamera's.

Inrichting van het recreatiegebied of de recreatiezone

Crime Prevention through Environmental Design (CPTED) is een model gericht op de aanpak van criminaliteit en onveiligheid d.m.v. de criminele gelegenheidstheorie. Dit houdt in dat criminaliteit en onveiligheid kunnen worden beheerd aan de hand van omgevingsgerichte maatregelen. Vanuit die optiek wordt bijzondere aandacht besteed aan het ontwerp, de inrichting en het beheer van de omgeving.

Tal van studies en ervaringen tonen aan dat de inrichting, het beheer en de bedrijvigheid van openbare ruimtes een impact hebben op de veiligheid en op het onveiligheidsgevoel van de burgers. Openbare ruimtes zijn plaatsen waar men te maken kan krijgen met overlast, kleine of grote criminaliteitsfenomenen of bedreigingen. Zo is een slim ontworpen openbare ruimte afgestemd op de vele noden van de dagelijkse en sporadische gebruikers. Meer uitleg hierover is te vinden in de toolbox.

d. Repressieve maatregelen

Indien preventieve maatregelen onvoldoende blijken, kunnen repressieve maatregelen noodzakelijk worden. Deze maatregelen situeren zich op verschillende niveaus en betreffen het toegangsverbod, gemeentelijke administratieve sancties en het plaatsverbod.

Parkreglement - toegangsverbod⁸

Het parkreglement (reglement van interne orde van het recreatiegebied) kan, in samenhang met het toegangsbevis of abonnement, beschouwd worden als een wederkerige toetredingsovereenkomst die volgens artikel 5.73 van het Burgerlijk Wetboek te goeder trouw dient te worden uitgevoerd.

Het parkreglement kan voorwaarden bevatten met betrekking tot de toegang tot het recreatiegebied. Wanneer een bezoeker toegang krijgt tot het recreatiegebied, impliceert dit dat deze de voorwaarden van het contract aanvaardt. Indien de bezoeker één van de bepalingen van het reglement overtreedt, bijvoorbeeld het nuttigen van alcohol (als dat in belang van de openbare orde verboden is) kan een sanctie worden opgelegd door de uitbater. Zo kan bijvoorbeeld de toegang tot het recreatiegebied worden ontzegd, weliswaar op voorwaarde dat deze maatregel uitdrukkelijk werd opgenomen in het parkreglement.

Ook in het geval van een kosteloze toegang tot het domein (zonder toegangsbevis) moet de betrokkene het parkreglement naleven voor zover dit ter kennis wordt gebracht bij de betreding van de infrastructuur. Ook op die basis kan een bezoeker die overlast veroorzaakt of de regels niet respecteert de toegang worden ontzegd (bv. voor het lopende seizoen) door de verantwoordelijke uitbater van het domein.

In besloten domeinen met toegangscontrole kan gebruik worden gemaakt van een (automatisch) registratiesysteem van identiteitsgegevens⁹ om eventuele overtreders van het opgelegde toegangsverbod te detecteren. Een recreatiegebied dat een dergelijk systeem wenst te implementeren, dient zich te conformeren met de toepasselijke regelgeving¹⁰. Dit kan impliceren dat, afhankelijk van de persoonsgegevens

réalisation d'une analyse d'impact sur la protection des données (AIPD). Si cela représente un risque élevé pour la vie privée des visiteurs et que le domaine récréatif ne peut prendre les mesures nécessaires à la suite de cette analyse, des conseils peuvent être demandés à l'Autorité de protection des données.

Règlement de police

Afin de renforcer le règlement de parc, les dispositions relatives au respect de la sécurité publique peuvent être inscrites dans un règlement de police. Les autorités provinciales (par exemple, pour un domaine récréatif provincial) ou communales doivent marquer leur accord à cet effet.

En établissant un règlement communal de police, les infractions constatées peuvent donner lieu à une sanction administrative communale (SAC).

Sanctions administratives communales (SAC)

Une sanction administrative communale (SAC) est une sanction – généralement une amende administrative – qui peut être infligée par le fonctionnaire sanctionnateur aux personnes à partir de 14 ans qui commettent des incivilités.

Outre une amende, le fonctionnaire sanctionnateur peut également proposer une mesure alternative telle qu'une prestation citoyenne et/ou une médiation. La prestation citoyenne peut consister en une formation et/ou une prestation non rémunérée dont les modalités sont définies dans le règlement communal.

Par le biais du système des sanctions administratives communales, les communes peuvent intervenir plus rapidement et plus efficacement contre les nuisances publiques commises dans les zones et domaines récréatifs, et ainsi réprimer les comportements perçus au quotidien comme particulièrement gênants.

Les sanctions administratives communales (ex. pour les nuisances sonores, les dépôts clandestins de déchets, les dégradations dans le domaine public) peuvent être infligées sur l'ensemble du territoire communal, en ce compris les zones et domaines récréatifs, par les fonctionnaires sanctionneurs désignés à cet effet.

Interdiction de lieu (art. 134sexies Nouvelle Loi communale)

Un instrument important dont dispose le bourgmestre est l'interdiction de lieu, une mesure administrative visant à prévenir d'autres troubles de l'ordre public.

Le bourgmestre peut (i), en cas de trouble à l'ordre public causé par des comportements individuels ou collectifs, ou (ii) en cas d'infractions répétées aux règlements et ordonnances du conseil communal commises dans un même lieu ou à l'occasion d'événements semblables, et impliquant un trouble de l'ordre public ou une incivilité, décider d'une interdiction temporaire de lieu d'un mois¹², renouvelable deux fois, à l'égard du ou des auteurs de ces comportements.

Une interdiction temporaire de lieu est l'interdiction de pénétrer dans un ou plusieurs périmètres précis (pas plus vastes que ce qui est nécessaire pour empêcher ou mettre fin au trouble de l'ordre public¹³) de lieux déterminés accessibles au public¹⁴, situés au sein d'une commune, sans jamais pouvoir en couvrir l'ensemble du territoire. Le périmètre délimité ne peut pas s'appliquer, de manière générale et abstraite, à un quartier ou un ensemble de rues, mais il doit indiquer clairement les lieux concernés.¹⁵ Exemples tirés de la pratique : une interdiction d'accès à une plaine (de jeux), une interdiction d'accès à un parc ou une interdiction d'accès à une piscine.

La décision¹⁶ d'infliger une interdiction de lieu doit (i) être motivée sur la base des nuisances liées à l'ordre public et (ii) confirmée par le collège des bourgmestre et échevins à sa plus prochaine réunion, (iii) après avoir entendu l'auteur ou son conseil et après qu'il a eu la possibilité à cette occasion de faire valoir ses moyens de défense par écrit ou oralement.

Le non-respect d'une telle interdiction de lieu peut être sanctionné par le biais d'une amende SAC.

Il est à noter qu'une interdiction de lieu et une interdiction d'accès ne s'excluent pas mutuellement.

Insertion des interdictions de lieu dans la BNG

L'interdiction de lieu est inscrite dans chaque cas dans la BNG (Banque de données nationale générale de la police intégrée).

Cela implique qu'en effectuant un contrôle d'identité sur le terrain, un fonctionnaire de police sera immédiatement informé qu'une mesure administrative d'interdiction de lieu est d'application, le cas échéant. Ensuite, le champ commentaire de la mesure administrative explique la zone à laquelle elle s'applique, de sorte que le fonctionnaire de police peut immédiatement vérifier si la personne concernée désobéit ou non à une interdiction de lieu imposée précédemment.

e. L'importance du suivi

Le personnel et les visiteurs d'une zone ou d'un domaine récréatif peuvent bien sûr aussi être victimes de nuisances, d'agressions ou de violences. Il importe d'encourager les victimes à signaler tout fait d'agression ou de violence (et de déclarer les éventuels faits

die men wenst te verwerken¹¹, een gegevensbeschermingseffectbeoordeling (DPIA) dient te worden opgesteld. Indien deze een hoog risico zou opleveren voor de privacy van de bezoekers en het recreatiegebied niet de nodige maatregelen kan nemen ten gevolge van die beoordeling, kan een advies worden gevraagd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Politierglement

Om het parkreglement kracht bij te zetten, kunnen de bepalingen die betrekking hebben op het naleven van de openbare veiligheid worden ingeschreven in een politierglement. Hiermee moeten de provinciale (bijvoorbeeld voor een provinciaal recreatiegebied) of gemeentelijke overheid zich akkoord verklaren.

Door de vaststelling van een gemeentelijk politierglement kunnen de inbreuken aanleiding geven tot het opleggen van een gemeentelijke administratieve sanctie (GAS).

Gemeentelijk administratieve sancties (GAS)

Een gemeentelijke administratieve sanctie (GAS) is een sanctie – meestal een administratieve geldboete – die door de sanctionerend ambtenaar kan worden opgelegd aan personen vanaf 14 jaar die voor overlast zorgen.

Naast een geldboete kan de sanctionerend ambtenaar ook een alternatieve maatregel voorstellen, zoals een gemeenschapsdienst en/of bemiddeling. De gemeenschapsdienst kan bestaan uit een opleiding en/of een onbetaalde prestatie waarvan de modaliteiten worden bepaald in het gemeentereglement.

Via het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties kunnen gemeenten sneller en efficiënter optreden tegen de openbare overlast in recreatiegebieden en recreatiezones, en alzo gedragingen beteugelen die in het dagelijks leven als bijzonder hinderlijk worden ervaren.

Gemeentelijke administratieve sancties (bv. voor geluidsoverlast, sluikstorten, beschadiging openbaar domein) kunnen op het hele grondgebied van de gemeente, inclusief de recreatiegebieden of recreatiezones, worden opgelegd door de hiertoe aangewezen sanctionerende ambtenaren.

Plaatsverbod (art. 134sexies Nieuwe Gemeentewet)

Een belangrijk instrument waarover de burgemeester beschikt, is het plaatsverbod, een bestuurlijke maatregel die erop is gericht verdere verstoringen van de openbare orde tegen te gaan.

De burgemeester kan (i) in geval van verstoring van de openbare orde veroorzaakt door individuele of collectieve gedragingen, of (ii) in geval van herhaaldelijke inbreuken op de reglementen en verordeningen van de gemeenteraad gepleegd op eenzelfde plaats of ter gelegenheid van gelijkaardige gebeurtenissen die een verstoring van de openbare orde of een overlast met zich meebrengen, beslissen over te gaan tot een tijdelijk plaatsverbod van een maand¹², tweemaal hernieuwbaar voor de dader of daders van deze gedragingen.

Een tijdelijk plaatsverbod betreft het verbod binnen te treden in één of meerdere duidelijke perimeters (niet groter dan hetgeen noodzakelijk is om de verstoring van de openbare orde te verhinderen of te beëindigen¹³) van plaatsen die als toegankelijk voor het publiek¹⁴ worden bepaald, gelegen binnen een gemeente, zonder evenwel het geheel van het grondgebied te beslaan. De afgebakende perimeter kan niet algemeen en abstract gelden voor een wijk of een geheel van straten, maar moet de betrokken plaatsen duidelijk aangeven.¹⁵ Voorbeelden uit de praktijk die mogelijk zijn: een (speel)pleinverbod, parkverbod of een zwembadverbod.

De beslissing¹⁶ tot oplegging van een plaatsverbod moet (i) met redenen zijn omkleed op basis van de hinder die verband houdt met de openbare orde, (ii) bevestigd worden door het college van burgemeester en schepenen bij de eerstvolgende vergadering, (iii) na de dader of raadsman te hebben gehoord en nadat hij de mogelijkheid heeft gehad ter gelegenheid hiervan zijn verdedigingsmiddelen schriftelijk of mondeling te doen gelden.

Het niet-naleven van dergelijk plaatsverbod kan gesanctioneerd worden met een GAS-boete.

Op te merken valt dat een plaatsverbod en een toegangsverbod elkaar niet uitsluiten.

Opname plaatsverbod in ANG

Het plaatsverbod wordt telkens opgenomen in de ANG (de Algemene Nationale Gegevensbank van de geïntegreerde politie).

Dit impliceert dat een politieambtenaar bij een identiteitscontrole op het terrein onmiddellijk de informatie krijgt dat er in voorkomend geval een bestuurlijke maatregel 'plaatsverbod' van kracht is. Vervolgens wordt in het commentaarveld van de bestuurlijke maatregel toegelicht voor welk gebied deze van toepassing is, zodat de politieambtenaar onmiddellijk kan nagaan of de betrokken persoon al dan niet een eerder opgelegd plaatsverbod miskent.

e. Het belang van nazorg

Werknemers en bezoekers van een recreatiegebied of een recreatiezone kunnen uiteraard ook slachtoffer zijn van overlast, agressie of geweld. Het is belangrijk dat slachtoffers gestimuleerd worden om elk voorval van overlast, agressie of geweld te melden (en ook aangifte

punissables). Chaque victime doit se sentir entendue. Elle peut également être orientée vers un service d'aide aux victimes.

VI. Recommandations

Dix recommandations pertinentes peuvent être soulignées :

1. Organiser des campagnes de prévention et de sensibilisation pour attirer l'attention des visiteurs sur les mesures en vigueur (ex. respect de l'environnement, sensibilisation des parents à l'importance d'exercer une surveillance dans les piscines).
2. Sensibiliser à l'école et prévoir des actions de sensibilisation menées par la ville et la police (cf. campagne RESPECT mutuel).
3. Collaborer avec les services de jeunesse, l'aide à la jeunesse et les travailleurs de rue : ils peuvent aller à la rencontre des visiteurs de zones ou domaines récréatifs, établir un lien de confiance et entamer un dialogue au sujet de la problématique des nuisances.
4. Établir de bons contacts avec les jeunes, par exemple développer un cadre d'accords pour convenir de l'utilisation du skate park, autoriser la réalisation d'un mur de graffitis, etc. Par ailleurs, des activités peuvent aussi être organisées dans les zones ou les domaines récréatifs. Ces activités peuvent permettre de lutter contre l'ennui, qui est souvent une cause de nuisances.
5. Mettre en place un service communal d'éducateurs de jeunes pouvant entrer en contact avec les jeunes vulnérables, leur proposer des activités et veiller à leur suivi et réorientation (pauvreté ou problèmes psychiques) vers les services sociaux.
6. Déployer des agents de gardiennage privés et des gardiens de la paix, installer des caméras.
7. Identifier les points chauds et mener des contrôles de police ciblés.
8. Limiter la capacité et avoir recours à un système de réservation pour éviter une trop forte affluence au même endroit et au même moment.
9. Mettre en place une collaboration étroite entre la police et la justice (notamment pour l'approche des moins de 16 ans).
10. Veiller à une collaboration étroite entre la police et le bourgmestre, par exemple par la création d'un groupe d'experts. C'est l'occasion de préparer la mise en œuvre d'actions communes et de recevoir des directives du bourgmestre sur l'organisation de sa politique de prévention et de sécurité.

VII. Toolbox

La Direction générale Sécurité et Prévention a également publié la toolbox. Il s'agit d'un catalogue reprenant les fonctions de sécurité réglementées, les principes de vidéosurveillance et la réglementation applicable. Ce document peut apporter une réponse à de nombreuses questions auxquelles peuvent être confrontés les gestionnaires de domaines récréatifs, les administrations locales ou les entreprises de gardiennage.

VIII. Évaluation de la circulaire

Dans un délai de deux ans après sa publication, la circulaire actualisée fera l'objet d'une évaluation par l'équipe de projet du SPF Intérieur - DG Sécurité et Prévention.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma parfaite considération.

A. VERLINDEN,

Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles
et du Renouveau démocratique

Notes

¹ Par exemple, les bourgmestres des communes côtières concernées.

² La commune organisatrice est la commune qui emploie les gardiens de la paix spécifiques.

³ La commune bénéficiaire est la commune appartenant à la même zone de police que la commune organisatrice, avec laquelle un accord de coopération a été conclu.

⁴ Pour une plage publique, les règles concernant l'utilisation de la plage peuvent être intégrées dans le règlement communal de police.

⁵ Il n'est pas possible d'introduire une obligation d'enregistrement ou de réservation pour une plage accessible au public.

⁶ Le garde champêtre particulier peut également offrir un soutien complémentaire dans les efforts visant à assurer la sécurité dans les domaines récréatifs. Pour plus d'informations, la toolbox peut être consultée.

⁷ La liste des entreprises de gardiennage autorisées se trouve sur www.besafe.be. Ce site web fournit également de plus amples informations sur la procédure à suivre pour demander une autorisation en vue d'organiser son propre service interne de gardiennage.

⁸ Il n'est pas possible d'imposer une telle interdiction d'accès à une plage accessible au public, mais il est possible d'imposer une interdiction de lieu (voir ci-dessous).

doen van eventuele strafbare feiten). Elk slachtoffer moet zich gehoord voelen. Ook kan het slachtoffer worden doorverwezen naar slachtofferhulp.

VI. Aanbevelingen

Tien relevante aanbevelingen kunnen worden toegelicht:

1. Preventie- en sensibiliseringscampagnes organiseren zodat dat bezoekers worden gewezen op de geldende regels (bv. respecteren van het milieu, sensibilisering van het toezicht van ouders aan zwembaden).
2. Sensibilisering op school en sensibiliseringsacties door stad en politie (cf. Wederzijds RESPECT-campagne).
3. Samenwerking met jeugddiensten, jeugdwerkwijkwerk en straat-hoekwerk: zij kunnen de bezoekers van de recreatiegebieden of recreatiezones ontmoeten, een vertrouwensband opbouwen en in dialoog gaan over de problematiek van overlast.
4. Goede contacten opbouwen met jongeren, zoals bijvoorbeeld het ontwikkelen van een afsprakenkader rond het gebruik van het skatepark, het toelaten van een graffiti-wall, enzovoort. Daarnaast kunnen er ook activiteiten worden georganiseerd op de recreatiegebieden of in de recreatiezones. Deze activiteiten kunnen verveling - vaak een veroorzaker van overlast - tegenwerken.
5. Gemeentelijk jeugdobouwwerk op poten zetten, zodat deze in contact kunnen komen met kwetsbare jongeren, hen activiteiten aanbieden en zorgen voor opvolging en doorverwijzing (armoede of psychische problemen) naar de sociale diensten.
6. De inzet van private bewakingsagenten en gemeenschapswachten, het plaatsen van camera's.
7. Identificeren van hot spots en gerichte politiecontroles.
8. Capaciteitsbeperking en werken met een reservatiesysteem, wat ervoor zorgt dat een niet te groot aantal mensen op dezelfde plaats en op hetzelfde moment zijn.
9. Een nauwe samenwerking tussen de politie en het gerecht (voornamelijk voor de aanpak bij -16 jarigen).
10. Een nauwe samenwerking tussen politie en burgemeester, door bijvoorbeeld het oprichten van een stuurgroep. Het is de gelegenheid om de uitvoering van gemeenschappelijke acties voor te bereiden en om van de burgemeester richtlijnen te ontvangen over de organisatie van zijn preventie- en veiligheidsbeleid.

VII. Toolbox

De Algemene Directie Veiligheid & Preventie publiceert eveneens de zogenaamde "toolbox". Dit is een catalogus van genormeerde veiligheidsfuncties, camerabewaking en toepasselijke reglementering, die een antwoord kan bieden op tal van vragen, waarmee beheerders van recreatiegebieden, lokale besturen of bewakingsondernemingen geconfronteerd kunnen worden.

VIII. Evaluatie van de omzendbrief

Binnen een termijn van twee jaar na de publicatie zal de vernieuwde omzendbrief geëvalueerd worden door het projectteam van de FOD Binnenlandse Zaken - AD Veiligheid en Preventie.

Met de meeste hoogachting,

A. VERLINDEN,

Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing

Nota's

¹ Bijvoorbeeld ook de burgemeesters van de relevante kustgemeenten.

² De organiserende gemeente betreft de gemeente die de specifieke gemeenschapswachten in dienst heeft.

³ De begunstigde gemeente betreft de gemeente behorend tot dezelfde politiezone waartoe de organiserende gemeente behoort, waarmee een samenwerkingsovereenkomst werd gesloten.

⁴ Voor een openbaar strand kunnen regels omtrent strandgebruik worden ingepast in het gemeentelijk politiereglement.

⁵ Het is niet mogelijk een registratie- of reservatieplicht in te voeren voor een openbaar toegankelijk strand.

⁶ Ook de bijzondere veldwachter kan bijkomende ondersteuning bieden in het bewaken van de veiligheid in recreatiegebieden. Voor bijkomende info kan de toolbox worden geraadpleegd.

⁷ De lijst met vergunde bewakingsondernemingen is terug te vinden op www.besafe.be. Op deze website vindt u eveneens meer informatie over de procedure voor het aanvragen van een vergunning en voor het organiseren van een eigen interne bewakingsdienst.

⁸ Het is niet mogelijk een dergelijk toegangsverbod op te leggen voor een openbaar toegankelijk strand; het is wel mogelijk een plaatsverbod op te leggen (zie infra).

⁹ Les personnes doivent avoir la possibilité de présenter un document d'identité biométrique autre que la carte d'identité électronique belge.

¹⁰ Le RGPD et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (loi-cadre).

¹¹ Le numéro de registre national ne peut être traité à ces fins, sauf dans les cas visés à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 relative au Registre national. Le traitement de la photographie doit se faire conformément à la loi du 19 juillet 1991 sur les registres de la population.

¹² Un délai de moins d'un mois est également possible (C.C. 23 avril 2015, n° 44/2015). Le délai maximum est de 3 mois.

¹³ C.C. 23 avril 2015, n° 44/2015.

¹⁴ Est considéré comme lieu accessible au public tout lieu situé dans la commune qui n'est pas uniquement accessible au gestionnaire du lieu, à celui qui y travaille ou à ceux qui y sont invités à titre individuel, à l'exception du domicile, du lieu de travail ou de l'établissement scolaire ou de formation du contrevenant.

¹⁵ C.C. 23 avril 2015, n° 44/2015.

¹⁶ La décision peut être prise, soit après un avertissement écrit notifié par le bourgmestre informant l'auteur ou les auteurs de ces comportements du fait qu'une nouvelle infraction dans un lieu ou lors d'événements identiques pourra donner lieu à une interdiction de lieu, soit, à des fins de maintien de l'ordre, sans avertissement.

⁹ Personen moeten de mogelijkheid hebben om een ander biometrisch identiteitsdocument voor te leggen dan een Belgische elektronische identiteitskaart.

¹⁰ De AVG en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen m.b.t. de verwerking van persoonsgegevens (kaderwet).

¹¹ Het rijksregisternummer kan niet voor deze doeleinden worden verwerkt, behoudens de in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 op het Rijksregister bedoelde gevallen. Het verwerken van de foto dient te gebeuren conform de wet van 19 juli 1991 op de bevolkingsregisters.

¹² Een termijn van minder dan een maand is ook mogelijk (GwH 23 april 2015, nr. 44/2015). De maximumtermijn is 3 maand.

¹³ GwH 23 april 2015, nr. 44/2015.

¹⁴ Worden beschouwd als plaats die toegankelijk is voor het publiek elke plaats die gelegen is in de gemeente die niet enkel toegankelijk is voor de beheerder van de plaats, voor degene die er werkt of voor degenen die er individueel worden uitgenodigd, met uitzondering van de woonplaats, de plaats van het werk of de plaats van de onderwijs- of opleidingsinstelling van de overtreder.

¹⁵ GwH 23 april 2015, nr. 44/2015.

¹⁶ De beslissing kan worden genomen, ofwel na een door de burgemeester betekende schriftelijke verwittiging die de dader of de daders van die gedragingen op de hoogte brengt van het feit dat een nieuwe inbreuk op een identieke plaats of ter gelegenheid van gelijkaardige gebeurtenissen aanleiding zal kunnen geven tot een plaatsverbod, ofwel, met het oog op de ordehandhaving, zonder verwittiging.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

Administration générale de la documentation
patrimoniale, Administration des services patrimoniaux

Publication prescrite par l'article 4.33
du Code civil

[2023/55819]

Succession en déshérence de Gieselaere, Léon

M. Gieselaere, Léon, né à Wetteren, le 16 septembre 1935 domicilié à Zelzate, Suikerkaai 81, est décédé à Zelzate le 9 janvier 2020, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale - Services patrimoniaux, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Flandre orientale, division Gand, a, par ordonnance du 31 janvier 2023, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 4.33 du Code civil.

Bruxelles, le 9 février 2023.

Le receveur - conseiller a.i.,
du Bureau des Successions en Déshérence,
Pierre KWAKA-NDUKU

(55819)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

Algemene Administratie van de Patrimonium-
documentatie, Administratie van de Patrimoniumdiensten

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 4.33
van het Burgerlijk Wetboek

[2023/55819]

Erfloze nalatenschap van Gieselaere, Léon

De heer Gieselaere, Léon, geboren te Wetteren op 16 september 1935, wonende te Zelzate, Suikerkaai 81, is overleden te Zelzate op 9 januari 2020, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie - Patrimoniumdiensten, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Oost-Vlaanderen, afdeling Gent, bij bevelschrift van 31 januari 2023, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 4.33 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 9 februari 2023.

De ontvanger - adviseur a.i.,
van het Kantoor Erfloze Nalatenschappen,
Pierre KWAKA-NDUKU

(55819)